



Ufolep Isère

Basket féminin, Ufolep Isère, années 1950.

Le basket, des patronages au rêve américain

Fort de 468 000 licenciés dont bon nombre de jeunes, le basket dispute au rugby et au hand la place de second sport collectif en France. Historiquement issu des patronages catholiques et laïques, il vit néanmoins aujourd'hui dans l'ombre de la NBA. Le point à la veille de l'Euro féminin 2013, auquel l'Usep est associée.

FORT DE SON ASSISE LOCALE ET DE L'ATTRAIT DE LA NBA

Le ballon orange veut rebondir encore plus haut

Tandis que le secteur amateur s'appuie sur une forte pratique jeune et un solide réseau de clubs, en France le basket professionnel est à l'heure des choix.

Les sports les plus populaires naissent souvent d'idées simples : lors de l'hiver 1891, à Springfield, États-Unis, James Naismith, prof de gym de l'école normale YMCA (Young Men's Christian Association), est chargé de trouver une activité d'intérieur pour occuper ses élèves privés de football US et de base-ball pendant les frimas. Soucieux de proposer un jeu éducatif

favorisant l'adresse et non la force, il place deux caisses de pêches sur les rampes du gymnase et établit 13 règles : le basket-ball, littéralement «ballon-panier», est né. C'est aujourd'hui l'un des sports les plus populaires au monde puisque la FIBA, qui compte 213 pays membres, estime le nombre de pratiquants réguliers à 450 millions.

«Dès 1893, les Protestants importent le jeu à

Paris, dans leur gymnase de la rue de Trévise, raconte Gérard Bosc, historien du basket. Puis, dans les années 1920, s'inspirant de l'exemple américain les patronages catholiques, très implantés dans les campagnes de Bretagne, des Pays de Loire et du Lyonnais, proposent cette pratique aux jeunes dont ils souhaitent assurer la formation morale à travers des activités physiques. Voyant cela, vers 1930 les instituteurs laïcs entrent à leur tour dans la partie pour contrer leurs rivaux. Cette opposition a constitué le ferment du développement du basket en France ». Cet héritage perdure dans le nom de plusieurs clubs de l'élite : Cercle Saint-Pierre de Limoges d'un côté, Chorale de Roanne (fondée par des instituteurs en 1937), Jeunesse laïque de Bourg-en-Bresse ou Cercle Jean Macé (1) de Bourges de l'autre.

PUBLIC JEUNE

De tout temps, les jeunes ont donc constitué une solide assise pour la Fédération française de basket-ball, tandis que le corps enseignant fournissait nombre de cadres. Aujourd'hui encore, les moins de 10 ans représentent 136 000 licenciés, soit 30% des effectifs. Attentive à entretenir ce réservoir, la FFBB a lancé dans les années 2000 le concept du mini-basket, pratiqué dès 4 ans avec des ballons de taille réduite ou souples et des paniers ajustables. « Cette initiation insiste simplement sur les notions de marcher et de non-contact et laisse les enfants s'épanouir avec un ballon », explique-t-on à la fédération. S'appuyant sur la diffusion de kits « baby-ball », la FFBB a parallèlement initié depuis une dizaine d'années une opération « mini-basket » qui en 2010-2011 a concerné 636 écoles et plus de 46 000 élèves de l'école primaire, grâce à l'investissement de 95 de ses clubs.

DE RETOUR EN CLAIR À LA TÉLÉ ?

Si chacun a pu vibrer derrière son écran durant les matchs des équipes de France aux Jeux de Londres, l'un des problèmes du basket tricolore tient au manque d'exposition de ses championnats nationaux à la télévision, et tout particulièrement de la Pro A masculine. Un vrai « rendez-vous manqué », explique l'économiste du sport Frédéric Bolotny : « Au début des années 1990, le basket français a quitté France Télévisions pour Canal +. Les audiences étaient faibles, mais on ne s'est posé aucune question. Un match était fixé au samedi à 14 heures, ce qui faisait perdre un peu de recette aux meilleurs clubs, qui du coup ont demandé à ne plus être programmés. Résultat, on a eu des affiches peu intéressantes ».

Bien que relativement modeste sur le plan financier (29 millions d'euros sur la période 2012-2016), le nouvel accord passé par la Ligue nationale de basket avec le groupe Canal + prévoit la diffusion hebdomadaire de deux rencontres de Pro A (sur Sport +), avec en prime l'ajout d'un magazine spécialisé, *Lundi Basket*. S'y ajoute également une clause qui permet la programmation de « douze matches sur une chaîne en clair hors groupe Canal + ». Mais les discussions engagées par la LNB avec France Télévisions n'ont à ce jour pas abouti... Or entre-temps le ballon orange a cédé du terrain face aux autres sports collectifs. « En termes de visibilité, le basket se trouvait auparavant à la lutte avec le rugby pour la place de n° 2. Il a perdu ce match et se trouve maintenant talonné par le hand. Il espère rester n° 3 », souligne Arnaud Lecomte, grand reporter à l'Équipe. ●



Philippe Brenot



Championnat du mercredi après-midi, Usep Paris, février 2011.

Parallèlement, le basket reste également un sport scolaire de premier plan. En Usep, les statistiques indiquent qu'il a été pratiqué en 2010-2011 par 75 555 enfants à l'occasion de 4 783 rencontres, essentiellement en temps scolaire. Dans le secondaire, il demeure une activité de base de l'enseignement de l'EPS et un des principaux sports UNSS (2).

VILLES MOYENNES

Une autre caractéristique du basket est de s'être développé au plus haut niveau dans les villes moyennes. «*C'est l'Alsace de Bagnolet qui est championne de France en 1961 et non Paris, c'est Cholet qui brille aujourd'hui et pas Nantes*», observe Xavier Colombani, spécialiste basket à lequipe.fr. «*Ce constat reste d'actualité*, poursuit Loïc Ravenel, chercheur au centre international d'études du sport de Neufchâtel. *Si l'on regarde la composition de la Pro A (Première Division) cette saison, on trouve par exemple Gravelines, Chalons, Le Mans, Cholet, Poitiers, Orléans, Nanterre ou Boulazac, une banlieue de Périgueux. Et seulement Paris ou Lyon, et encore via Villeurbanne. Pas de Marseille, Toulouse, Bordeaux. Sans parler de la Pro B!*» Le retour parmi l'élite de Limoges, ancienne place forte du basket hexagonal avec un titre de champion d'Europe en 1993, ne fait que confir-

mer la tendance... Cet enracinement territorial constitue à la fois un atout et un frein au développement du championnat professionnel. «*Mais le basket peut s'en sortir en restant un marché de niche. Il faudrait peut-être mieux mixer grandes villes et villes moyennes*», estime Loïc Ravenel. Sur le plan des effectifs, le basket réunit 468 136 licenciés, dont 60% de jeunes et environ 40% de féminines. Cela en fait le 5^e sport le plus pratiqué en France, derrière le football, le tennis, l'équitation et le judo. Il bénéficie d'une image attrayante auprès des jeunes grâce aux exploits des Bleus exilés en NBA et aux résultats des équipes de France: la médaille d'argent décrochée par les filles aux Jeux de Londres a par exemple entraîné une forte hausse des inscriptions à la rentrée. «*C'est un sport éducatif avec des valeurs de respect de l'adversaire, moins dur physiquement que le rugby, ce qui plaît aux parents*», note Christophe Durand, directeur du master management du sport à l'université de Caen. *Et le niveau est très bon chez les jeunes jusqu'à 16-17 ans, signe d'un système de formation performant*».

PRATIQUE « SAUVAGE »

Parallèlement, le basket de rue pratiqué sur les playgrounds urbains continue de se développer. «*Cette pratique est née au début des*

années 1990 avec l'avènement du rap et de la culture hip-hop. Ce qui permettait aux marques américaines de promouvoir leurs chaussures via des tournois de streetball, se souvient Xavier Colombani. Quelques joueurs en sont sortis, Bouna Ndiaye, le principal agent français aussi. On en parle moins aujourd'hui, mais il existe beaucoup de tournois et l'on considère qu'il y a presque autant de pratiquants "sauvages" que de licenciés». Les rencontres à 3 contre 3 se sont aussi structurées avec la création d'une équipe de France médaillée d'argent au championnats du monde cet été. Le 3x3, qui oppose des équipes de trois joueurs plus un remplaçant sur un demi-terrain pour des parties en dix minutes ou en 21 points marqués, devrait même être sport de démonstration aux Jeux Olympiques de Rio en 2016. La FFBB tente de fédérer ce qu'elle nomme «basket en liberté». Mais ces adeptes d'un jeu libre, habitués à s'auto-arbitrer et volontiers individualistes, ne se retrouvent pas toujours dans la discipline plus stricte qu'exige de ses joueurs un entraîneur de club. Les diplômés de «moniteur de basket en plein air» et d'«ambassadeur de basket en liberté» (2^e niveau) s'efforcent néanmoins d'encadrer la pratique, tandis qu'un cédérom répond à toutes

► les questions que peut se poser une association souhaitant organiser un tournoi de 3 x 3.

LA NBA FAIT RÊVER

Impossible de parler du basket français sans évoquer l'ombre portée de la NBA. S'il bénéficie de l'attrait qu'exerce sur les jeunes le championnat professionnel nord-américain, il souffre tout autant de son hégémonie. Car ses meilleurs éléments – Tony Parker et Boris Diaw à San Antonio, Joakim Noah aux Chicago Bulls, Nicolas Batum à Portland – y évoluent tous. «L'attractivité de la NBA est encore plus forte qu'avant, tout simplement parce qu'on y gagne mieux sa vie qu'ailleurs. Avec en plus des contrats garantis sur deux ans minimum et un syndicat des joueurs très puissant» explique Xavier Colombani. Ainsi Tony Parker a-t-il signé un contrat de 50 millions de dollars sur 4 ans pour avoir le plaisir de se mesurer à des légendes comme LeBron James ou Kobe Bryant. Cela affaiblit forcément le championnat de France puisque les jeunes talents partent prématurément outre-Atlantique ou dans des championnats européens plus florissants (Espagne, Russie, Italie).

Effet pervers mais logique, les clubs américains rechignent à libérer leurs joueurs étrangers l'été, pour les compétitions internationales, après une saison régulière qui compte 82 matches. S'y ajoute le problème des assurances : pour jouer avec sa sélection nationales, outre l'autorisation de son club

et de la NBA un joueur doit souscrire des garanties d'assurances supplémentaires que la sa fédération s'engage à couvrir...

Si ses équipes nationales obtiennent malgré tout de bons résultats (titre européen pour les filles en 2009, 2^e place pour les garçons en 2011), le basket made in France souffre durablement du faible intérêt suscité par ses championnats. «La Pro A se trouve dans une situation d'immobilisme voire de recul, s'inquiète Arnaud Lecomte, grand reporter à l'Équipe. Ce championnat en expansion dans les années 90 est depuis en déclin et l'on attend qu'un club réussisse un parcours européen digne de ce nom. Mais depuis 2002 les résultats sont plus que médiocres. Or le manque de ressources financières compte beaucoup, car à 5 sur le parquet, les meilleurs joueurs ont une grosse influence sur le jeu. Les affluences sont néanmoins constantes depuis dix ans, en dépit de salles souvent vétustes et à la capacité limitée». L'absence d'une locomotive (7 champions différents sur les 8 titres attribués depuis 2005), constitue un handicap et l'ambitieux projet de Villeurbanne, soutenu par Tony Parker, semble un échec. Mais, après le football et le handball, les Qataris ont le projet d'investir à Paris. Cela représenterait une mise de départ raisonnable, sachant que le budget moyen d'un club de Pro A est de 4 millions d'euros. Selon les spécialistes, à 6 ou 7 millions d'euros le titre ne devrait pas être loin, tandis qu'une équipe compétitive

en Euroleague (l'équivalent de la Champions League) coûte environ 12 millions d'euros.

VERS UNE LIGUE FERMÉE ?

Pour favoriser l'arrivée d'investisseurs, le projet d'une Ligue fermée sur le modèle de la NBA (ni montée ni descente en fin de saison) est régulièrement évoqué. «Nous sommes actuellement dans un cercle vicieux: il faut des infrastructures pour se développer mais l'investissement ne se fait que si on a des garanties sur plusieurs années», souligne Christophe Durand. Avec une Ligue fermée on en sortirait, mais cela passe par une révolution culturelle». Si cette révolution n'est pas pour demain, elle pointe le nez à travers l'apparition de critères non uniquement sportifs pour sélectionner les équipes. En Euroleague, un système de *wild cards* existe, et dès 2013-2014 la Pro A passera de 16 à 18 clubs grâce à deux «invitations». Elles seront réservées à des clubs de Pro B présentant un projet d'avenir convaincant selon un cahier des charges basé sur différents éléments : salle, budget, soutien des collectivités locales, etc. Bref, une prime aux plus riches. En ce sens, le temps des patronages est bien révolu. ● BAPTISTE BLANCHET

(1) Nul n'ignore que Jean Macé (1815-1894) est à l'initiative de la création de la Ligue de l'enseignement. Lire également dans *Les Idées en mouvement* de novembre l'article précisément consacré à «l'héritage laïque» de ces clubs.

(2) Le basket est le 4^e sport UNSS (après le badminton, le hand et le cross) avec 86 600 licenciés, dont 55 % de garçons et 45 % de filles.

JEAN-PIERRE SIUTAT, PRÉSIDENT DE LA FFBB

« La mondialisation du basket nous profite »



Jean-Pierre Siutat, quels sont les atouts du basket en France ?

Tout d'abord, le basket est un sport collectif qui se prête aussi à une pratique individuelle et que l'on peut débiter très jeune. En France, il s'appuie sur un fort ancrage territorial et des liens étroits avec le monde scolaire et ses fédérations. Cela explique que la FFBB compte 468 000 licenciés, avec une moyenne d'âge de plus en plus jeune. Il faut y ajouter un nombre de pratiquants estimé à 2,5 millions hors licenciés. La mondialisation de ce sport, via la NBA, joue en notre faveur, tout comme l'existence d'une « culture basket » qui va au-delà du sport lui-même.

Comment expliquez-vous les bons résultats des équipes de France masculine et féminine ?

Par le système de formation, via le « parcours d'excellence sportive » partagé entre nos structures fédérales et les clubs : chaque Ligue recense et encadre les meilleurs jeunes avant que ceux-ci n'aillent dans les pôles Espoirs, les pôles France puis les centres de formation des clubs professionnels. Ces bons résultats reposent aussi sur l'investissement dans la durée de nos joueurs et joueuses de premier plan. Il tient à nous de prolonger ces bons résultats par une bonne communication mais aussi en organisant des événements en France – comme l'Euro féminin 2013 –, en améliorant l'accueil dans nos 4 500 clubs, notamment celui des plus jeunes, et enfin en séduisant de nouveaux partenaires.

En revanche, la Pro A peine à attirer l'attention des médias, tandis que les clubs français ne brillent guère sur la scène européenne...

La Pro A est gérée, comme la Pro B, par la Ligue nationale de basket. Les difficultés des clubs sont connues : budgets faibles par rapport à la concurrence des grands clubs européens (dans un rapport qui va parfois de 1 à 5), manque de grandes salles pour l'accueil d'équipes à plus gros budget afin de performer de façon durable en Euroleague. La LNB en a conscience et un travail de fond est fait dans ce sens. En revanche, pour moi le débat autour d'une Ligue fermée ne se pose pas et n'est pas d'actualité. ●

RECUEILLI PAR B.B.



Les filles la jouent collectif

La domination de Bourges en championnat de France et les exploits des Bleues dans les compétitions internationales s'appuient sur un solide esprit d'équipe.

Contrairement à la Pro A, la Ligue féminine de basket, qui rassemble 14 équipes, souffre d'un terrible manque de suspense. Vainqueur de quatre des cinq dernières éditions, le CJM Bourges devrait encore triompher cette saison, malgré les ambitions de Tarbes ou de Lattes-Montpellier. « Bourges constitue un bel exemple de réussite : le public suit, les entreprises locales sponsorisent, aucun autre sport ne vient concurrencer le basket, explique Christophe Durand, directeur du master management du sport à l'université de Caen. Mais l'équipe souffre du fait que le championnat ne compte que trois formations compétitives. Cela rend les matchs difficilement diffusables à la télé, car il y a trop d'écart ». Bien géré par un président, Pierre Fosset, en place depuis 1993, le club du Cher souffre paradoxalement de ce quotidien trop facile en Euroligue, où il n'a plus atteint le Final Four depuis la saison 2007-2008. Depuis les titres européens conquis en 1997, 1998 et 2001, le manque de moyens financiers se fait cruellement sentir.

En quête de solutions et de ressources, Bourges a lancé une grande consultation l'an dernier pour trouver des idées de développement. L'une d'elles concerne la rénovation de sa salle du Prado, dont la capacité devrait passer de 3 000 à 5 000 places, dont 1 800 VIP, pour un coût de 16,5 millions d'euros.



Les « braqueuses » : un cœur gros comme ça.

De son côté, l'équipe nationale féminine fait preuve d'une étonnante régularité au plus haut niveau. Surnommées les « braqueuses » pour leur aptitude à déjouer les pronostics face aux adversaires les plus réputés, aux Jeux olympiques de Londres les basketteuses tricolores n'ont cédé qu'en finale, face aux intouchables américaines (1). À l'image de Céline Dumerc, la charismatique meneuse de jeu du CJM Bourges, elles s'exilent plus rarement que leurs homologues masculins puisque 8 des 12 vice-championnes olympiques évoluent dans

le championnat de France. Coachée par Pierre Vincent, un technicien reconnu, l'équipe de France s'appuie davantage sur son jeu collectif que sur ses individualités. Une philosophe qui devrait encore lui permettre de bien figurer lors des prochains championnats d'Europe. ●

B.B.

(1) Leur performance a fait l'objet d'un documentaire de 44 minutes, « Les Braqueuses, médaillées d'argent », diffusé exclusivement sur le web : www.ffbb.com et sport.francetv.fr

L'USEP PARTENAIRE DE L'EURO FÉMININ 2013

L'Euro de basket féminin se déroulera en France du 15 au 30 juin 2013. La compétition regroupera 16 équipes et se déroulera à Vannes (Morbihan) et Trélazé (Maine-et-Loire) pour le premier tour, puis au tout nouveau Vendespace (Vendée) et à Lille (Nord) pour le deuxième tour, et enfin à la Pévèle Aréna d'Orchies (Nord) pour le tour final. Forte de son récent titre de vice-championne olympique, l'équipe de France a découvert ses adversaires lors du tirage au sort qui s'est déroulé le 21 septembre à la Maison de l'Unesco à Paris. Au premier tour, les « braqueuses » affronteront à Trélazé le Grande-Bretagne, la Serbie et la Lettonie.



La Fédération française de basket-ball et l'Usep ont souhaité profiter de cet événement pour faire vivre pleinement la convention MEN-Usep-UNSS-FFBB signée en mai 2010. À cette occasion, elles envisagent de développer un projet commun à destination des écoles publiques des régions d'accueil de la compétition. Ce projet devrait se concrétiser par la mise en place, localement, d'actions partenariales dans le cadre desquelles les jeunes usépiens disputeront des rencontres de mini-basket et assisteront à des matches officiels. ●

FRANCIS GIVERNAUD, DIRECTEUR DE L'USEP